



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 29 mars 2005

Groupement enseignement général

CDT
Philippe CAVALIER
Groupe C4

FICHE DE STRATEGIE

OBJET : Sujet n° 3 : depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ?

Ces dernières années, l'environnement international s'est considérablement modifié. À l'aube du XXI^e siècle, le monde doit faire face à de nouveaux défis : le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, et la persistance ou la résurgence des conflits ethniques et religieux. Ces dangers, qui ne cessent de croître, mettent en péril la stabilité du monde. La multiplication des attaques terroristes, en particulier depuis le 11 septembre 2001, a remis en cause la sécurité internationale. Depuis la fin de la guerre froide et plus particulièrement depuis les attentats du 11 septembre, on a vu s'exprimer différentes positions qui tendent à enterrer un peu vite la dissuasion nucléaire. Certes, celle-ci n'a pas été faite pour répondre au terrorisme, car l'arme nucléaire est une arme politique à la disposition du politique, et la dissuasion, un dialogue entre politiques. Néanmoins, les pays disposant de l'arme nucléaire voient, aujourd'hui, dans la dissuasion nucléaire une réponse pertinente à la lutte contre la prolifération. Mais est-ce le seul domaine dans lequel, la stratégie nucléaire peut servir ?

Pérennité de la dissuasion nucléaire comme arme ultime contre des états menaçants.

Apparu avec l'opposition des principaux arsenaux nucléaires du temps de la guerre froide (OTAN et Pacte de Varsovie), le concept de stratégie nucléaire se résumait à celui du concept de dissuasion nucléaire entre deux blocs idéologiquement opposés. Il s'agissait alors d'empêcher l'ennemi d'agir en le menaçant d'une riposte insupportable, forçant les deux blocs à une certaine retenue. Si l'arme nucléaire a parfaitement remplis son rôle, jusqu'à l'effondrement soviétique, elle demeure pour longtemps l'arme ultime dans les situations extrêmes.

En effet, personne ne peut malheureusement prédire que ces situations ne se produiront jamais. Certaines parties du monde subissent les héritages négatifs laissés par la guerre froide. C'est le cas en Asie, où toutes les analystes géopolitiques s'inquiètent du développement rapide de la puissance militaire chinoise et de ses ambitions régionales. Certains experts américains voient dans la Chine, le successeur de l'ex-URSS. Par ailleurs, la menace nucléaire que fait peser la Corée du Nord sur l'Asie orientale et sur les forces américaines qui y sont déployées (Japon, Corée du Sud et Guam) donne à la dissuasion nucléaire de l'ère bipolaire, toute sa pertinence.

La stratégie nucléaire comme réponse à la lutte contre la prolifération

Depuis l'effondrement soviétique, le monde occidental, dont les Etats-Unis en premier lieu, sont préoccupés par le risque de prolifération des armes de destruction massive vers des entités aussi bien étatiques que non-étatiques (groupes terroristes ou mafieux). Un des buts de la stratégie nucléaire américaine est de dissuader par des frappes pré-emptives, les pays proliférants à pousser plus loin leurs investigations. En effet, pour les Etats-Unis, la prévention de la prolifération ne se trouve pas dans les traités, mais dans une attaque américaine. La réduction de l'arsenal nucléaire, lancé par MM Bush et Poutine en novembre 2001, et le retrait unilatéral des Etats-Unis du traité ABM ne doit donc pas être interprétée comme un changement de posture stratégique mais plutôt comme une adaptation visant à faire des économies pour pouvoir se concentrer sur d'autres aspects de la stratégie nucléaire comme la défense anti-missile et l'acquisition d'armes nucléaire tactique dites « mini nuke ».

La stratégie nucléaire comme réponse à l'emploi des armes de destruction massive ?

La première guerre du Golfe a fait apparaître une nouvelle hypothèse d'emploi de l'arme nucléaire en riposte à des attaques chimiques et biologiques. Ce concept constitue une évolution majeure par rapport à la doctrine classique basée sur la « sauvegarde des intérêts vitaux ». En effet, pour dissuader un proliférant d'employer ses armes de destruction massive notamment contre nos troupes, il suffirait de brandir la menace d'une riposte nucléaire.

Or, il est difficile de comprendre que des troupes déployés sur un théâtre d'opération, mises hors de combat par des armes de destruction massive, représentent des intérêts vitaux, alors que ces mêmes troupes, mises hors de combat par des armes conventionnelles ne mériteraient pas ce qualificatif. On constate donc que selon l'arme employée contre ses propres troupes, un pays peut employer une riposte nucléaire. Le nucléaire ne dissuade donc pas que du nucléaire. Il est intéressant de souligner que le soldat de la paix a désormais valeur d'intérêt vital au même titre que la population civile.

Une sorte de doctrine inverse « du fort au faible » pourrait donc apparaître dans la stratégie nucléaire qui interdira l'usage des armes de destructions massives sur des troupes

déployées dans le cadre d'une intervention légitime, ce qui ne marquerait une véritable rupture dans les relations internationales. La légitimité de la riposte nucléaire reposant sur celle de l'intervention armée, la dissuasion nucléaire fournit une réponse particulièrement adaptée contre l'emploi d'armes non conventionnelles sur nos forces.

L'arme nucléaire pour suppléer aux faiblesses des armes conventionnelles

Le Nuclear Posture Review, présenté en novembre 2002 par le gouvernement Bush, recommande de mettre en sommeil une partie des armes nucléaires sans les détruire, et d'étudier la fabrication de charges de faible puissance pour une utilisation tactique. Cette nouvelle hypothèse d'emploi, qui laisse la porte ouverte à une utilisation plus militaire que politique, donne une autre dimension à la stratégie nucléaire et soulèvent de nombreuses interrogations. L'usage du nucléaire serait donc envisagé pour suppléer aux insuffisances des armes classiques. L'idée serait de frapper des cibles résistant à des frappes conventionnelles, des installations durcies ou enfouies par exemple.

L'arme nucléaire contre des pays ne disposant d'armes nucléaires ou contre des scénarios stratégiquement inacceptables.

L'hypothèse d'emploi de l'arme nucléaire contre des pays ne disposant pas d'armes nucléaires, comme la Syrie, l'Iran et la Libye, apparaît également dans les réflexions outre-Atlantique. Elle s'étend à des scénarios stratégiques, considérés comme inacceptables. On peut citer les cas d'une attaque irakienne contre Israël lors de la seconde guerre du Golfe, d'une confrontation liée au statut de Taiwan ou d'une attaque de la Corée du Nord contre sa voisine du sud.

En conclusion, la stratégie nucléaire ne se réduit pas à la lutte contre la prolifération, mais apporte aussi des réponses concrètes à des menaces nouvelles, comme l'emploi d'armes de destruction massive sur les troupes déployées en opérations extérieures ou pour dissuader un Etat de se lancer dans des options stratégiques qui risquent de menacer les équilibres géostratégiques (Taiwan, Corée du Nord). Ainsi, l'arme nucléaire n'apparaît plus comme une arme de dernier recours, mais comme un moyen de dissuasion sur des intérêts, aujourd'hui moins vitaux, voire comme un moyen de palier certaines faiblesses des armes conventionnelles (mini nuke). Néanmoins, ces nouvelles hypothèses d'emploi, très sérieusement étudiées par l'administration Bush, risque de conduire à une accoutumance de l'emploi de cette arme de terreur et à sa banalisation, dont le premier effet serait l'abaissement du seuil nucléaire, qui aurait pour conséquence inverse, le renforcement de la prolifération.

Pour Henry C. KELLY, président de la fédération des scientifiques américains, « tout usage d'arme nucléaire selon des hypothèses nouvelles, détruiraient à jamais le leadership moral de son initiateur »